

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE

OF THE

REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1997

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an.....	30.000 FCFA
Le numéro ordinaire.....	500 FCFA
Le numéro du Supplément Do- maines.....	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale.....	48.000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	105.000 FCFA
France.....	105.000 FCFA
Autres pays d'Europe.....	105.000 FCFA
Amerique, Canada, etc.....	145.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1997

CAMEROUN

(By registered post exclusively)

1 Year.....	30,000 CFAF
Per Ordinary Issue.....	500 CFAF
Per Lands Supplement.....	5,000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa.....	48,000 CFAF
Other African Countries.....	105,000 CFAF
France.....	105,000 CFAF
Other European Countries.....	105,000 CFAF
America, Canada etc.....	145,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaoundé

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15,000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line 500 CFAF

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

	PAGE
Décret n° 98-186 du 6 juillet 1998 portant nomination de promotion dans l'Ordre national du mérite camerounais...	659
Décret n° 98-187 du 6 juillet 1998 portant promotion à titre posthume dans l'Ordre national de la valeur.....	659
Décret n° 98-188 du 6 juillet 1998 portant promotion dans l'Ordre national de la valeur.....	660
Décret n° 98-189 du 6 juillet 1998 portant promotion dans l'Ordre national du mérite camerounais.....	660
Décret n° 98-140 du 6 juillet 1998 autorisant l'attribution d'une décoration étrangère.....	661
Décret n° 98-141 du 6 juillet 1998 portant nomination d'un officier au ministère de la Défense.....	661
Décret n° 98-142 du 6 juillet 1998 portant attribution des médailles de l'Ordre national de la valeur et du mérite camerounais à titre étranger aux personnels du détachement militaire camerounais technique.....	661
Décret n° 98-143 du 6 juillet 1998 portant nomination d'un officier dans les forces armées.....	663
Décret n° 98-144 du 6 juillet 1998 portant nomination des gouverneurs des provinces.....	663

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

	PAGE
Appointments in the Cameroon National Order of Merit	659
Posthumous Decoration.....	659
Promotion in the National Order of Valour.....	660
Promotion in the National Order of Merit.....	660
Authorization to wear a foreign decoration.....	661
Appointment of an officer in the Ministry of Defence	661
Promotions in the National Orders of Valour and Merit	661
Appointment of an officer in the Armed Forces ..	663
Appointment of Governors of Provinces	663

Décret n° 158-159 du 14 juillet 1998 portant additif au décret n° 157-158 du 10 juin 1998 portant inscription au tableau d'avancement de grade de personnels officiers et sous-officiers des Forces Armées 665

Décret n° 157-158 du 17 juillet 1998 portant nomination des officiers du ministère de la Défense..... 666

Décret nommant le ministre des Investissements publics et de l'aménagement du territoire à signer avec l'Agence française de Développement "AFD" des accords de prêts..... 667

Décret n° 158 du 28 juillet 1998 portant nomination d'un secrétaire général à la Délégation générale à la Sécurité nationale..... 668

Arrêté n° 343-CAB-PR du 8 juillet 1998 portant nomination d'un responsable à la garde présidentielle..... 668

Arrêté n° 378-CAB-PR du 27 juillet 1998 portant création d'un poste comptable auprès de l'Ambassade du Cameroun à Pretoria..... 669

Arrêté n° 387-CAB-PR du 29 juillet 1998 allouant le capital-décès quintuplé à la succession de feu Godje Mathieu, gardien de la paix..... 669

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 125 du 24 juin 1998 portant approbation de la marque d'identification et de poinçonnage de Weighing Technology Enterprise..... 670

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

Arrêté conjoint n° 174 du 30 juin 1998 portant répartition de la quote-part des centimes additionnels communaux relatifs au troisième trimestre 1997-98..... 671

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

Décisions autorisant l'existence légale de partis politiques..... 672

Arrêté n° 167 du 25 juin 1998 autorisant l'existence légale d'une association étrangère..... 673

Arrêtés portant nomination des officiers des centres spéciaux d'Etat civil..... 673

Arrêté 185 du 13 juillet 1998 portant création des centres spéciaux d'Etat-civil dans l'arrondissement de Jakiri, département de la Bui..... 676

Arrêtés portant nomination des officiers des centres spéciaux d'Etat civil..... 677

MINISTRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Arrêté n° 2 du 10 juin 1998 portant création et organisation du Programme national de recherches sur l'hévéa..... 678

Arrêté n° 4 du 23 juin 1998 portant création et organisation du Programme national de recherche sur la diversité biologique..... 683

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêté n° 4833 du 1er juin 1998 accordant délégation de signature à M. Nana Ismaïlla secrétaire général du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative..... 688

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêtés portant autorisation de création de centres de santé dans la Province de l'Est..... 689

Arrêtés portant autorisation de création d'un centre de santé Ad Lucem à Begui, Arrondissement de Bokito..... 690

Arrêté portant création d'un district de santé à Nkondjock, département du Nkam..... 690

Arrêtés portant création de centres de santé privés..... 691

Arrêté portant autorisation de création d'un cabinet de soins infirmiers à Nguibassal, Arrondissement de Bot-Makak..... 692

Addendum..... 665

Appointments in the Ministry of Defence..... 666

Decrees to authorize the signature of loan agreements..... 667

Appointment of a Secretary General..... 668

Appointment of an official in the presidential Guard..... 668

Order to set up a treasury station at the Cameroon Embassy in Pretoria..... 669

Grant of quintupled death benefit..... 669

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Order to approve the identification and hallmarking stamp of "Weighing Technology Enterprise..... 670

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

Distribution of council surtax for the third quarter of 1997-98..... 671

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

Legalization of political parties..... 672

Legalization of a foreign association..... 673

Appointments of special civil status registrars..... 673

Setting up of special civil status registries..... 676

Appointments of special civil status registrars..... 677

MINISTRY OF SCIENTIFIC AND TECHNICAL RESEARCH

Order to set up and organize the National Rubber Research Programme..... 678

Order to set up and organize the National Biodiversity Research Programme..... 683

MINISTRY OF PUBLIC SERVICE

Delegation of signature..... 688

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

Setting up of private denominational health centres in the East Province..... 689

Setting up of an Ad Lucem health Centre at Begui Bokito Subdivision..... 690

Setting of a District Health Centre in Nkondjock Nkam Division..... 690

Setting up of private denomination health centres..... 691

Setting up of a nursing home at Nguibassal, Bot-Makak Subdivision..... 692

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret portant nomination ou promotion dans l'Ordre national du mérite camerounais

Par décret n° 98-136 en date du 6 juillet 1998 :

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent décret, nommés ou promus à titre exceptionnel dans l'Ordre national du mérite camerounais, les personnels officiers et sous-officiers français de l'assistance militaire technique et de l'opération ARAMIS ci-après désignés:

Grade d'officier

- Lieutenant de vaisseau Fiorina, instructeur nageur de combat;
- Chef de bataillon Demeny, chef de mission logistique;
- Capitaine Mauley Daniel, Chef détachement pilotes hélicoptères;
- Lieutenant-colonel Théophile Laurence, commandant du détachement ARAMIS;
- Lieutenant-colonel Bernard Lambert, officier de liaison auprès du commandement de l'opération Delta;
- Capitaine Patrice Marchand, officier "Opérations";
- Médecin en chef Bernard Philippe, médecin du détachement ARAMIS;
- Capitaine Pierre Stricker, chef détachement au Centre de conditionnement au combat de Man Owarbay.

Grade de chevalier

- Adjudant-chef Louis Joseph Thepaut, responsable du soutien technique des matériels opérationnels;
- Adjudant Duman, adjoint-chef mission logistique;
- Sergent-chef Eric Bach, instructeur infanterie.

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux, le ministre d'Etat délégué à la Présidence de la République, chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé des Relations extérieures, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant promotion à titre posthume dans l'Ordre national de la valeur

Par décret n° 98-137 en date du 6 juillet 1998 :

Article premier.- Feu professeur Georges Ngango, ancien ministre, est à compter du 20 juin 1998, promu

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Appointments in the Cameroon National Order of Merit

By Decree No. 98-136 of 6 July 1998:

1. The undermentioned officers and non-commissioned officers of the French military technical assistance and of Operation ARAMIS are, with effect from the date of signature of this decree, specially appointed or promoted in the Cameroon National Order of Merit:

Rank of Officer

- Navy Lieutenant Fiorina, Combat Swimming Instructor;
- Major Demeny, Head of Mission, Logistics;
- Captain Mauley Daniel, Head of Helicopter Pilots Detachment;
- Lieutenant-Colonel Théophile Laurence, Commander of the ARAMIS Detachment;
- Lieutenant-Colonel Bernard Lambert, Liaison Officer at the Headquarters of Operation Delta;
- Captain Patrice Marchand, Operations Officer;
- Chief Medical Officer Bernard Philippe, Doctor of the ARAMIS Detachment;
- Captain Pierre Stricker, Head of Detachment at the Combat Training Centre, Man O'War Bay.

Rank of Knight

- Senior Warrant Officer Louis Joseph Thepaut, Officer in charge of technical support of operational equipment;
- Warrant Officer Duman, Assistant Head of Mission, Logistics;
- Staff Sergeant Eric Bach, Infantry Instructor.

2. The Grand Chancellor of the National Orders, the Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Posthumous Decoration

By Decree No. 98-137 of 6 July 1998:

1. The late Professor Georges Ngango, former Minister, is, with effect from 20 June 1998 promoted

à titre posthume au grade de commandeur de l'Ordre national de la valeur.

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant promotion dans l'Ordre national de la valeur

Par décret n° 98-138 en date du 6 juillet 1998 :

Article premier.- Le Lieutenant-colonel Dor Jean Louis, conseiller technique de l'assistance militaire technique française, est à compter de la date de signature du présent décret, promu à titre exceptionnel au grade d'officier de l'Ordre national de la valeur.

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux, le ministre d'Etat délégué à la Présidence de la République, chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé des Relations extérieures, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant promotion dans l'Ordre national du mérite camerounais

Par décret n° 98-139 en date du 6 juillet 1998 :

Article premier.- Monsieur Pierre Jean Regenet, directeur général de la Cimencam à Douala, est à compter de la date de signature du présent décret, promu à titre exceptionnel dans l'Ordre national du mérite camerounais au grade d'officier.

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux et le ministre d'Etat chargé des Relations extérieures, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

posthumously to the rank of Commander in the National Order of Valour.

2. The Grand Chancellor of the National Orders is responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Promotion in the National Order of Valour

By Decree No. 98-138 of 6 July 1998:

1. Lieutenant-Colonel Dor Jean Louis, Technical Adviser of the French Military Technical Assistance, is, with effect from the date of signature of this decree, specially promoted to the rank of Officer in the National Order of Valour.

2. The Grand Chancellor of the National Orders, the Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Promotion in the Cameroon National Order of Merit

By Decree No. 98-139 of 6 July 1998:

1. Mr. Pierre Jean Regenet General Manager of CIMENCAM, is, with effect from the date of signature of this decree, specially promoted to the rank of Grand Officer in the Cameroon National Order of Merit.

2. The Grand Chancellor of the National Orders and the Minister of State in charge of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Décret autorisant le port d'une
décoration étrangère**

Par décret n° 98-140 en date du 6 juillet 1998 :

Article premier.- Le lieutenant-colonel Mouaha Bell Victor Emmanuel en service à la Base aérienne de Garoua est, à compter de la date de signature du présent décret, autorisé à porter sur toute l'étendue de la République du Cameroun les insignes de chevalier de l'Ordre national du mérite (France).

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux, le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé des Relations extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 6 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**Décret portant nomination d'un officier au
ministère de la Défense**

Par décret n° 98-142 en date du 8 juillet 1998 :

Article premier.- Est, pour compter du 1er août 1997, nommé au titre de la Gendarmerie nationale, au grade de sous-lieutenant: l'aspirant Voundi Emame.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 8 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**Décret portant attribution des décorations dans
l'Ordre national de la valeur et du mérite
camerounais à titre étranger aux personnels du
détachement militaire d'assistance technique**

Par décret n° 98-143 en date du 8 juillet 1998 :

Article premier.- Sont, pour compter de la date de signature du présent décret, promus à titre étranger dans les Ordres nationaux, les personnels du détachement militaire d'assistance technique ci-après :

**Authorization to wear
a foreign decoration**

By Decree No. 98-140 of 6 July 1998:

1. Lieutenant-Colonel Mouaha Bell Victor Emmanuel in service at the Garoua Air Base is, with effect from the date of signature of this decree, authorized to wear the insignias of Knight of the National Order of Merit (France) throughout the Republic of Cameroon.

2. The Grand Chancellor of the National Orders, the Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 6 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Appointment of an officer in the Ministry
of Defence**

By Decree No. 98-142 of 8 July 1998:

1. Aspirant Voundi Emame is, with effect from 1 August 1997, appointed to the rank of Second Lieutenant in the National Gendarmerie.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 8 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Promotions in the Cameroon National
Orders of Valour and Merit**

By Decree No. 98-143 of 8 July 1998:

1. The undermentioned foreign personnel of the French Military Technical Assistance are, with effect from the date of signature of this decree, promoted in the national orders as follows:

Ordre national de la valeur*Grade d'officier*

-Lieutenant-colonel Dor Jean Louis, conseiller technique auprès du ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et détaché au corps national des sapeurs pompiers.

Ordre national du mérite camerounais*Grade d'officier*

-Lieutenant-colonel Villard Olivier, directeur des études à l'Ecole militaire interarmes.

-Chef de bataillon Juvigny Gustave, chargé d'études à l'Etat-major des armées.

-Chef de bataillon Vetault, chef de bureau coopération militaire à l'ambassade de France.

-Capitaine Conan, pilote d'Alpha jet, responsable du détachement air de Garoua.

-Capitaine Judas, détaché auprès du commandant de la base aérienne de Garoua.

- Lieutenant Chabanaud, pilote de l'avion léger d'observation (ALO).

- Adjudant-chef Sornet, chef de bureau stages à l'ambassade de France.

-Adjudant-chef Tessier, instructeur spécialiste de la police technique et scientifique détaché à l'école de Gendarmerie.

-Adjudant Mascaro, responsable du transit à la mission logistique française installée à la base aérienne de Douala.

Grade de chevalier

-Adjudant-chef Santoni, chargé de la chancellerie et de la gestion de tous les personnels militaires français de la coopération.

-Adjudant Catiando, chargé de la comptabilité, du soutien et de la conservation des matériels de bureau de la coopération militaire à l'ambassade de France.

-Adjudant-chef Magot-Dussot, instructeur de combat et du maintien de l'ordre, détaché à l'école de Gendarmerie.

-Adjudant-chef Renard, chef de bureau personnels officiers au Secrétariat d'Etat à la Défense.

-Adjudant-chef Garat Bernard, chargé d'études détaché au Centre de formation technique des armées (CFTA).

National Order of Valour*Rank of Officer:*

- Lieutenant Colonel Dor Jean Louis, Technical Adviser to the Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence, seconded to the National Fire Brigade Corps.

Cameroon National Order of Merit*Rank of Officer*

- Lieutenant-Colonel Villard Olivier, Director of Studies at the Yaounde Combined Services Military School.

-Major Juvigny Gustave, Research Officer at the Army Headquarters.

- Major Vetault, Head of the Military Cooperation Bureau at the French Embassy.

- Flight Lieutenant Conan, Alphajet Pilot, Officer in charge of the Garoua Air Force Detachment.

- Flight Lieutenant Judas, seconded to the Garoua Air Force Base Command.

- Flying Officer Chabanaud, Light Observation Aircraft Pilot (ALO).

- Senior Warrant Officer Sornet, Head of the Training Bureau at the French Embassy.

- Senior Warrant Officer Tessier, Specialized Instructor for the Technical and Scientific Police, seconded to the Gendarmerie School.

- Warrant Officer Mascaro, Transit Officer at the French Logistics Mission, Douala Air Force Base.

Rank of Knight

- Senior Warrant Officer Santoni, Officer in charge of the chancellery and the management of all French Military Cooperation personnel.

- Warrant Officer Catiando, Officer in charge of computing, maintaining and preserving the office equipment of the French Military Cooperation Mission at the French Embassy.

- Senior Warrant Officer Magot-Dussot, Combat and Law and Order Maintenance Instructor, seconded to the Gendarmerie School.

- Senior Warrant Officer Renard, Head of the Officers Bureau at the Secretariat of State for Defence.

- Senior Warrant Officer Garat Bernard, Research Officer, seconded to the Technical Defence Training Centre (CFTA).

- Major Soucier, mécanicien d'avion, détaché à la base aérienne de Yaoundé.

-Adjudant-chef Masson, mécanicien radio, détaché à la base aérienne de Garoua.

-Adjudant-chef Chaleix, mécanicien armement opérationnel, détaché à la base aérienne de Yaoundé.

-Adjudant Lannou, mécanicien d'avion, détaché à la base aérienne de Garoua.

-Premier-maître Wintzer, chargé de liaison auprès du chef d'Etat-major de la Marine nationale camerounaise.

Art. 2.- Le grand chancelier des Ordres nationaux et le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 8 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**Décret portant nomination d'un officier
dans les forces armées**

Par décret n° 98-144 en date du 8 juillet 1998 :

Article premier.- Est, pour compter du 1er août 1997, nommé au titre de l'armée de l'air, au grade de sous-lieutenant avec effet rétroactif d'un an sans rappel de solde, l'aspirant Manga Jean Menard.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 8 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**Décret portant nomination des gouverneurs
de provinces**

Par décret n° 98-148 en date du 17 juillet 1998 :

Article premier. - Sont, à compter de la date de signature du présent décret, nommés gouverneurs de province:

- Major Soucier, Aircraft Mechanic, seconded to the Yaounde Air Force Base.

- Senior Warrant Officer Masson, Radio Mechanic, seconded to the Garoua Air Force Base.

- Senior Warrant Officer Chaleix, Operational Weapons Mechanic, seconded to the Yaounde Air Force Base.

- Warrant Officer Lannou, Aircraft Mechanic, seconded to the Garoua Air Force Base.

- Chief Petty Officer Wintzer, Liaison officer at the Navy Headquarters.

2. The Grand Chancellor of the National Orders and the Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 8 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Appointment of an officer in
the Armed Forces**

By Decree No. 98-144 of 8 July 1998:

1. Aspirant Manga Jean Menard is, with effect from 1 August 1997, appointed to the rank of Second Lieutenant in the Army with one-year retroactive effect without salary arrears.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 8 July 1998

Paul Biya,
President of the Republic.

**Appointment of Governors
of Provinces**

By Decree No. 98-148 of 17 July 1998:

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this decree, appointed Governors of Provinces:

1- Gouverneur par intérim de la province de l'Adamaoua:

M. Bend Bernard Claude, administrateur civil principal, précédemment préfet du département de Nyong-et-Mfoumou, en remplacement de M. Ename Ename Samson, appelé à d'autres fonctions.

2- Gouverneur de la province du Centre:

M. Etame Massoma Sigfried David, administrateur civil principal, précédemment gouverneur de la province de l'Est, en remplacement de M. Oumarou Koué, muté.

3- Gouverneur par intérim de la province de l'Est.

M. Tanyitiku Bayee Arikai Martin, administrateur civil principal, précédemment préfet du département de Bui, en remplacement de M. Etame Massoma Sigfried David, muté.

4- Gouverneur par intérim de la province de l'Extrême-Nord:

M. Yene Ossomba Victor, administrateur civil, précédemment préfet du département du Dja-et-Lobo, en remplacement de M. Mounchipou Seidou, appelé à d'autres fonctions.

5- Gouverneur par intérim de la province du Littoral:

M. Eban Otong Emmanuel, administrateur civil, précédemment directeur des affaires politiques au ministère de l'Administration territoriale, en remplacement de M. Koungou Edima Ferdinand, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

6- Gouverneur de la province du Nord:

M. Gounoko Haounaye, administrateur civil, en poste.

7- Gouverneur par intérim de la province du Nord-Ouest:

M. Kouambo Djomague Adrien, administrateur civil, précédemment préfet du département de Mayo-Sava, en remplacement de M. Fai Yengo Francis, appelé à d'autres fonctions.

8- Gouverneur par intérim de la province de l'Ouest:

M. Ahmadou Tidjani, administrateur civil, précédemment préfet du département de Mayo-Louti, en remplacement de M. Bell Luc René, appelé à d'autres fonctions.

9- Gouverneur de la province du Sud:

M. Oumarou Koué, administrateur civil principal, précédemment gouverneur de la province du Centre, en remplacement de M. Minéli Elomo Bernard Marie, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

10- Gouverneur par intérim de la province du Sud-Ouest:

M. Acham Peter Cho, administrateur civil, précédemment préfet du département de la Momo, en remplacement de M. Oben Peter Ashu, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

1. Acting Governor of Adamaoua Province:

Mr. Bend Bernard Claude, Senior Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer (S.D.O.) for Nyong-et-Mfoumou, in replacement of Mr. Ename Ename Samson who has been transferred to other duties.

2. Governor of the Centre Province:

Mr. Etame Massoma Sigfried David, Senior Administrative Officer, previously Governor of the East Province, in replacement of Mr. Oumarou Koué who has been transferred.

3. Acting Governor of the East Province:

Mr. Tanyitiku Bayee Arikai Martin, Senior Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer for Bui, in replacement of Mr. Etame Massoma Sigfried David who has been transferred.

4. Acting Governor of the Far North Province:

Mr. Yene Ossomba Victor, Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer for Dja-et-Lobo in replacement of Mr. Mounchipou Seidou who has been transferred to other duties.

5. Acting Governor of the Littoral Province:

Mr. Eban Otong Emmanuel, Administrative Officer, previously Director of Political Affairs in the Ministry of Territorial Administration, in replacement of Mr. Koungou Edima Ferdinand, who has been placed on retirement.

6. Governor of the North Province:

Mr. Gounoko Haounaye, Administrative Officer, reappointment.

7. Acting Governor of the North-West Province:

Mr. Kouambo Djomague Adrien, Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer for Mayo-Sava, in replacement of Mr. Fai Yengo Francis who has been transferred to other duties.

8. Acting Governor of the West Province:

Mr. Ahmadou Tidjani, Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer for Mayo-Louti, in replacement of Mr. Bell Luc René who has been transferred to other duties.

9. Governor of the South Province:

Mr. Oumarou Koué, Senior Administrative Officer, previously Governor of the Centre Province, in replacement of Mr. Minéli Elomo Bernard Marie who has been placed on retirement.

10. Acting Governor of the South-West Province:

Mr. Acham Peter Cho, Administrative Officer, previously Senior Divisional Officer for Momo, in replacement of Mr. Oben Peter Ashu who has been placed on retirement.

Art. 2. - Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 17 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant additif au décret n° 98-125 du 30 juin 1998 portant inscription au tableau d'avancement de grade des personnels officiers et sous-officiers des forces armées

Par décret n° 98-154 en date du 24 juillet 1998 :

Article premier.- Les termes de l'article 1er du décret n° 98-125-CAB-PR du 30 juin 1998 portant inscription au tableau d'avancement de grade des personnels officiers et sous-officiers des forces armées, sont complétés ainsi qu'il suit: les personnels officiers et sous-officiers de la gendarmerie et des armées sont inscrits en additif au tableau d'avancement de grade pour l'exercice budgétaire 1998-99:

A - Gendarmerie nationale

Pour le grade de chef d'escadron, le capitaine:

Abessolo Amougou Thomas Roger.

Pour le grade de capitaine, les lieutenants:

Bidoung Josué Noël
Ava Amougou.

Pour le grade de sous-lieutenant, les adjudants-chefs:

Njoume Elie
Sison Akono.

B - Armée de terre

Pour le grade de chef de bataillon, les capitaines:

Engolo Arsène Jérémie
Nouma Joseph
Tientcheu Jean
Banbara Elie
Ndougou Hyppolite Jean
Ezo'o Mvondo Simon.

Pour le grade de capitaine, les lieutenants:

Nkoumou Nkoumou Zacharie
Batana Benjamin

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 17 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Addendum

By Decree No.98-154-CAB-PR of 24 July 1998:

1. The provisions of Article 1 of Decree No. 98-125-CAB-PR of 30 June 1998 to place officers and non-commissioned officers of the Gendarmerie and the Armed Forces on the grade promotion list are supplemented as follows:

The undermentioned officers and non-commissioned officers of the Gendarmerie and the Armed Forces have been added on the grade promotion list for the 1998-99 financial year:

A. National Gendarmerie

To the Rank of Major, Captain:

Abessolo Amougou Thomas Roger.

To the Rank of Captain. Lieutenants:

Bidoung Josue Noel
Ava Amougou.

To the Rank of Second Lieutenant, Senior Warrant Officers:

Njoume Elie
Sison Akono.

B. Army

To the Rank of Major, captains:

Engolo Arsene Jeremie
Nouma Joseph
Tientcheu Jean
Banbara Elie
Ndougou Hyppolite Jean
Ezo'o Mvondo Simon.

To the Rank of Captain, Lieutenants:

Nkoumou Nkoumou Zacharie
Batana Benjamin

Amvene Achille Armand.

Pour le grade de sous-lieutenant, les adjudants-chefs:

Obounou Auguste
Abdouraman Babale.

C - Armée de l'air

Pour le grade de lieutenant-colonel, le commandant:

Ayinda François.

Pour le grade de commandant, le capitaine:

Eyebe Didier.

Pour le grade de capitaine, le lieutenant:

Beyeme Akoutou.

Pour le grade de sous-lieutenant, l'adjudant-chef:

Danga Charles Armand.

D - Marine

Pour le grade de capitaine de corvette, le lieutenant de vaisseau:

Assouala Rufin.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 24 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant nomination des responsables au ministère de la Défense

Par décret n° 98-155 en date du 27 juillet 1998 :

Article premier.- Les officiers de l'assistance militaire technique française dont les noms suivent sont, pour compter de la date de prise de service, délégués dans les fonctions ci-après au ministère de la Défense :

Conseiller technique gendarmerie

Colonel Gaudin Gérard

Amvene Achille Armand.

To the Rank of Second Lieutenant, Senior Warrant Officers:

Obounou Auguste
Abdouraman Babale.

C. Air Force

To the Rank of Wing Commander, Squadron Leader:

Ayinda François.

To the Rank of Squadron Leader, Flight Lieutenant:

Eyebe Didier.

To the Rank of Flight Lieutenant, Flying Officer:

Beyeme Akoutou.

To the Rank of Pilot Officer, Senior Warrant Officer:

Danga Charles Armand.

D. Navy

To the Rank of Lt. Commander, Lieutenant:

Assouala Rufin.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 24 July 1998

Paul Biya,
President of the Republic

Appointments at the Ministry of Defence

By Decree No. 98-155 of 27 July 1998:

1. The undermentioned officers of the French Military Technical Assistance are, with effect from their date of assumption of duty, delegated to duties at the Ministry of Defence as follows:

Technical Adviser for the Gendarmerie

- Colonel Gaudin Gérard.

Conseiller technique terre

- Colonel Lutz Joseph.

Conseiller technique air

- Lieutenant-Colonel Raymond Pierre.

Conseiller technique marine

- Capitaine de Frégate Sauze Jean-Pierre

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret habilitant le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du Territoire à signer avec l'Agence française de Développement (AFD) un accord de prêt de FF 20 500 000 pour le financement partiel du Crédit rural décentralisé

Par décret n° 98-156 en date du 27 juillet 1998 :

Article premier.- Le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du Territoire est habilité, avec faculté de délégation, à signer avec l'Agence française de Développement un Accord de prêt d'un montant de 20.500.000 FF, soit 2,05 milliards FCFA destiné au financement partiel du Crédit rural décentralisé.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Technical Adviser for the Army

- Colonel Lutz Joseph.

Technical Adviser for the Air Force

- Wing Commander Raymond Pierre.

Technical Adviser for the Navy

- Commander Sauze Jean-Pierre

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-156 of 27 July 1998 to authorize the Minister of Public Investments and Regional Development to sign a loan agreement with the Agence Française de Développement (AFD) for the sum of 20.5 million FF for the partial financing of a decentralized rural credit project

By Decree No. 98-156 of 27 July 1998:

1. The Minister of Public Investments and Regional Development is authorized, with powers of delegation to sign with the "Agence Française de Développement", an agreement for a loan amounting to 20.5 million FF or 2,050 million cfa francs for the partial financing of a decentralized rural credit project.

2. This decree shall be registered and published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Décret habilitant le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du territoire à signer avec l'Agence française de Développement (AFD) un Accord de prêt de FF 12 000 000 pour le financement du Fonds d'études et de préparation des projets

Par décret n° 98-157 en date du 27 juillet 1998 :

Article premier.- Le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du territoire est habilité, avec faculté de délégation, à signer avec l'Agence française de Développement un Accord de prêt d'un montant de 12.000.000 FF, soit 1,2 milliards FCFA destiné au financement du Fonds d'études et de préparation des projets.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant nomination d'un secrétaire général à la Délégation générale à la Sûreté nationale

Par décret n° 98-158 en date du 28 juillet 1998 :

Article premier.- Est, pour compter de la date de signature du présent décret, nommé au poste de secrétaire général de la Délégation générale à la Sûreté nationale :

Secrétaire général : M. Eko Jean Emile, commissaire divisionnaire, précédemment en service à la Délégation générale à la Sûreté nationale, en remplacement de M. Mbida Victor, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 28 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant nomination d'un responsable à la garde présidentielle

Par arrêté n° 343-CAB-PR en date du 8 juillet 1998 :

Article premier.- Est, pour compter de la date de

Decree to authorize the Minister of Public Investments and Regional Développement to sign with "Agence Française de Développement" (AFD) a loan agreement for the sum of 12,000,000 FF to finance the fund for the Study and Preparation of Projects

By Decree No. 98-157 of 27 July 1998:

1. The Minister of Public Investments and Regional Development is authorized, with powers of delegation, to sign with "Agence Française de Développement", a loan agreement of 12,000,000 FF to finance the Fund for the Study and Preparation of Projects.

2. This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of a Secretary-General

By Decree No. 98-158 of 28 July 1998:

1. Mr. Eko Jean Emile, Commissioner of Police, previously in service at the Delegation General for National Security, is, with effect from the date of signature of this decree, appointed to the post of Secretary-General of the Delegation General for National Security, in replacement of Mr. Mbida Victor who has been placed on retirement.

2. Mr. Eko Jean Emile shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This decree shall be registered, published and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 28 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of an official in the Presidential Guard

By Order No. 343-CAB-PR of 8 July 1998:

1. Captain Medical Officer Mballa Elie is, with effect

signature du présent arrêté, nommé médecin-chef de l'infirmerie de la garde présidentielle, le capitaine-médecin Mballa Elie.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré puis publié au Journal officiel en français et en anglais.

Yaoundé, le 8 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

from the date of signature of this order, appointed Chief Medical Officer of the Presidential Guard Infirmary.

2. Captain Medical Officer Mballa Elie shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 8 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Arrêté portant création d'un poste comptable auprès de l'Ambassade du Cameroun à Prétoria

Par décret n° 378-CAB-PR en date du 27 juillet 1998 :

Article premier.- Il est créé, à compter de la date de signature du présent arrêté, une perception du Trésor de 2^e classe auprès de l'ambassade du Cameroun à Prétoria, en République d'Afrique du Sud.

Art. 2.- Le code poste de ladite perception est le 390.

Art. 3.- Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances et le ministre d'Etat chargé des Relations extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Order to set up a treasury station at the Cameroon Embassy in Pretoria

By Order No. 378-CAB-PR of 27 July 1998 :

1. A second class sub-treasury is, with effect from the date of signature of this order, set up at the Cameroon Embassy in Pretoria, Republic of South Africa.

2. The entry code of the said sub-treasury shall be 390.

3. The Minister of State in charge of the Economy and Finance and the Minister of State in charge of External Relations are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 27 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Arrêté allouant le capital-décès quintuplé à la succession de feu Godje Mathieu (Mle 541 031-B), gardien de la paix

Par arrêté n° 387 en date du 29 juillet 1998 :

Article premier.- Il est alloué aux ayants-droit de feu Godje Mathieu (Mle 541 031-B), gardien de la paix de 1^{er} échelon indice 120, décédé le 29 août 1992 des suites d'un accident de la circulation survenu au cours d'un service commandé à Ebolowa, le capital-décès quintuplé calculé sur la base de sa solde annuelle de 51 562 x 12 = 618 744 francs, soit :
 $51\ 562 \times 12 \times 5 = 3\ 093\ 720$ (trois millions quatre cent trente mille sept cent vingt francs.

Grant of quintupled death benefit

By Order No. 387-CAB-PR of 29 July 1998:

1. The rightful claimants of the late Godje Mathieu (See No. 541 031 - B), Police Constable incremental position 1, index 120, who died in a road accident at Ebolowa on 29 August 1992 while on an assignment, are granted a quintupled death benefit calculated on the basis of the gross annual salary corresponding to index 120, that is: $(51\ 562 \times 12) \times 5 = 3\ 093\ 720$ (three million ninety-three thousand seven hundred and twenty) francs.

Art. 2.- La dépense résultant des présentes dispositions sera imputée sur le budget de l'Etat - exercice 1998-99 - Chapitre 55 - article 150 - Paragraphe 000.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 29 juillet 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES**

**Arrêté portant approbation de la marque
d'identification et de poinçonnage de Weighing
Technology Enterprise, B.P. 1044 Limbé**

*Par arrêté n° 125-MINEFI-DPM-SDM-S1
en date du 24 juin 1998 :*

Article premier.- En application des dispositions de la loi n° 83-22 du 29 novembre 1983 et du décret n° 85-1405 du 10 octobre 1985, la société dénommée "Weighing Technology Enterprise" dont le siège est à Limbé, reçoit par les dispositions du présent arrêté, l'approbation de sa marque d'identification et de poinçonnage à l'effet d'agir en qualité de réparateur des instruments de mesure de pesage.

Art. 2.- La marque d'identification et de poinçonnage de Weighing Technology Enterprise approuvée conformément à l'article 1er du présent arrêté est constituée d'un rectangle dans lequel est inscrit Weighing Technology Enterprise réparateur des instruments de pesage R.C. 2237 B.P. 1044 Limbé dans sa partie supérieure et deux petits cercles renfermant le sigle WT dans les angles inférieurs.

Art. 3.- Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, les dimensions de ladite marque sont variables suivant les besoins de son utilisation sur les instruments de mesure.

Art. 4.- La marque approuvée par le présent arrêté est destinée à être apposée par frappe, à l'aide d'un poinçon dont elle constitue l'empreinte, sur les instruments de mesure réparés par Weighing Technology Enterprise dans les conditions prévues par les textes réglementaires en vigueur.

Art. 5.- La marque décrite et approuvée conformément aux dispositions ci-dessus a été déposée par Weighing Technology Enterprise dans les formes et conditions en vigueur auprès de l'administration chargée de la métrologie légale et enregistrée au répertoire des marques des fabricants, des importateurs et des réparateurs des instruments de mesure auprès de la direction des prix et de la métrologie.

2. The expenditure resulting from these provisions shall be charged to the State budget for the 1998-99 financial year, Head 55 - Subhead 150 - Item 000.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 29 July 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**MINISTRY OF THE ECONOMY
AND FINANCE**

**Order to approve the identification and hall
marking stamp of "Weighing Technology
Enterprise", P.O. Box 1044 Limbe**

*By Order No. 125-MINEFI-DPM-SDM
of 24 June 1998:*

1. The identification and hall-marking stamp of Weighing Technology Enterprise with headquarters in Limbe, is approved in accordance with the provisions of Law No. 83-22 of 29 November 1983 and of Decree No. 85-1405 of 10 October 1985. This company is authorized to repair weighing instruments.

2. The identification and hall-marking stamp of Weighing Technology Enterprise approved in accordance with Article 1 of this order shall be made up of a rectangle in which is written Weighing Technology Enterprise Réparateur des Instruments de Pesage R.C. 2237 B.P. 1044 Limbe in the upper part, and two small circles bearing the abbreviation WT in the bottom angles.

3. Without prejudice to the provisions of Article 2 of this order, the dimensions of the said stamp shall vary according to the size of the measuring instrument on which it is used.

4. The stamp approved by this order shall constitute the head of a puncheon with which it shall be punched into place on the measuring instruments repaired by Weighing Technology Enterprise under the conditions stipulated by the statutory instruments in force.

5. The stamp approval defined and approved in accordance with the above-mentioned provisions has been deposited by Weighing Technology Enterprise in accordance with the regulations and conditions in force at the services in charge of legal weight and measures and registered in the repository of trademarks of manufacturers, importers and repairers of measuring instruments kept at the Department of Prices, Weights and Measures.

Art. 6.- L'approbation de la marque prononcée par le présent arrêté pourra être révoquée en cas d'abus, de carence, de défaillances graves commis par Weighing Technology Enterprise dans l'exploitation et l'utilisation de cette marque, sans préjudice des sanctions administratives ou des poursuites judiciaires.

Art. 7.- Le directeur des prix et de la métrologie est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature et qui sera publié, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 24 juin 1998.

Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE

Arrêté conjoint portant répartition de la quote-part des centimes additionnels communaux relatifs au troisième trimestre 1997-98

*Par arrêté n° 174-MINAT-MINEFI
du 30 juin 1998 :*

Article premier.- Le produit des centimes additionnels communaux recouverts pendant le troisième trimestre de l'exercice 1997-98 est arrêté à la somme de 2.292.247.131 (deux milliards deux cent quatre vingt douze millions deux cent quarante sept mille cent trente et un) francs.

Art. 2.- Le montant ainsi arrêté est, conformément à l'article 3 du décret n° 95-690-PM du 26 décembre 1995, réparti comme suit:

- Etat (10 %) = 229.224.713
- FEICOM (20 %) = 458.449.426
- Communes et communautés urbaines (70 %) = 1.604.572.992

Art. 3.- La quote-part destinée aux communes et aux communautés urbaines leur est reversée par une décision du ministre de l'Administration territoriale.

Art. 4.- Le trésorier-payeur général de Yaoundé est chargé du règlement des quotes-parts revenant aux communes, aux communautés urbaines et au FEICOM.

Art. 5.- Le présent arrêté conjoint sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au

6. The stamp approval granted by this order may be withdrawn in case of serious misuse, shortcoming or default committed by Weighing Technology Enterprise while exploiting and using this stamp, without prejudice to administrative sanctions or legal prosecution.

7. The Director of Prices, Weights and Measures is responsible for the implementation of this order which shall take effect from its date of signature and shall be published and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 24 June 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
Minister of State in charge of the Economy and Finance.

MINISTRY OF THE ECONOMY
AND FINANCE
MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION

Distribution of council surtax for the third quarter of 1997-98

*By Joint Order No.174-MINAT-MINEFI
of 30 June 1998:*

1. The proceeds of council surtax collected for the third quarter of the 1997-98 financial year amount to 2,292,247,131 (two thousand two hundred and ninety-two million two hundred and forty-seven thousand one hundred and thirty-one) francs.

2. This amount shall, in accordance with Article 3 of Decree No.95-690-PM of 26 December 1995, be distributed as follows:

- State (10 %) = 229,224,713
- FEICOM (20 %) = 458,449,426
- Urban and City Councils (70 %) = 1,604,572,992.

3. The share of the proceeds of surtax earmarked for urban and city councils shall be granted them by decision of the Minister of Territorial Administration.

4. The Treasurer Paymaster General of Yaounde shall be responsible for the payment of shares due to urban and city councils and FEICOM.

5. This joint order shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in

Journal officiel en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 juin 1998.

*Le ministre d'Etat chargé
de l'Economie et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.*

*Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.*

**MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE**

**Décision autorisant l'existence légale du parti
politique dénommé "Unité pour la Démocratie et
le Progrès social au Cameroun"**

*Par décision n° 162-D-MINAT
en date du 29 juin 1998: :*

Article premier.- Est autorisée, pour compter de la date de signature de la présente décision, l'existence légale du parti politique dénommé "Unité pour la Démocratie et le Progrès social au Cameroun" en abrégé (U.D.P.S.C.), dont le siège est à Douala, département du Wouri.

Art. 2.- Les responsables actuels chargés de la direction du "L'UDPSC" tels que désignés par ce parti sont :

N'faleu Rousseau, *président national*
Weladji, née Djeutcha Pulchérie, *vice-président*
Penda Njoh Firmin, *secrétaire général*
Djomkam Louis Serges, *commissaire général aux comptes*
Nya Odette, *trésorière générale*
Nanda Marc-Briand, *conseiller technique général.*

Art. 3.- La présente décision sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* en français et en anglais et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 29 juin 1998.

*Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.*

**Décision autorisant l'existence légale du parti
politique dénommé "One Cameroon"**

*Par décision n° 163-D-MINAT
en date du 29 juin 1998: :*

Article premier.- Est autorisée, pour compter de la date de signature de la présente décision, l'existence légale du parti politique dénommé "One Cameroon" en abrégé (O.C.) dont le siège est à Douala, département du Wouri.

the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 June 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in Charge
of the Economy and Finance.*

Samson Ename Ename.
Minister of Territorial Administration.

**MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION**

Legalization of a political party

By Order No. 162-D-MINAT of 29 June 1998:

1. The political party known as "Unité pour la Démocratie et le Progrès Social au Cameroun" abbreviated as U.D.P.S.C., is with effect from the date of signature of this decision, legalized. Its headquarters shall be in Douala, Wouri Division.

2. The current executive of the UDPSC, as designated by the party, shall be as follows:

N'faleu Rousseau, *National Chairman*
Weladji, née Djeutcha Pulchérie, *Vice-Chairman*
Penda Njoh Firmin, *Secretary-General*
Djomkam Louis Serges, *Auditor*
Nya Odette, *Treasurer General*
Nanda Marc-Briand, *General Technical Adviser*

3. This decision shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 29 June 1998.

Samson Ename Ename.
Minister of Territorial Administration

Legalization of a political party

By Order No. 163-D-MINAT of 29 June 1998:

1. The political party known as "One Cameroon", abbreviated as O.C. is, with effect from the date of signature of this decision, legalized. Its headquarters shall be in Douala, Wouri Division.

Art. 2.- Les responsables actuels chargés de la direction du "O.C." tels que désignés par ce parti sont :

Mayoa Beck François, *président*
Fosso Samuel, *vice-président*
Ntoko Ngaleu Pierre Berenger, *membre*
Mondingue Mbella, *membre*.

Art. 3.- La présente décision sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* en français et en anglais et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 29 juin 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté autorisant l'existence légale d'une association étrangère

*Par arrêté n° 167-A-MINAT-DAP-CLP
en date du 25 juin 1998 :*

Article premier.- Est autorisée, à compter de la date de signature du présent arrêté, l'existence légale de l'association étrangère dénommée "Association pour la Rénovation du Monument Leclerc à Yaoundé" dont le siège est à Yaoundé B.P. 4084, département du Mfoundi.

Art. 2.- Les responsables chargés de la direction de cette association sont :

M. Jean Christophe Heidsieck, ambassadeur de Malte, B.P. 4084 Yaoundé, *président* ;
Dr. Louvet François, B.P. 5818 Yaoundé, *secrétaire général* ;
Mme Brikas, B.P. 554 Yaoundé, *trésorière*.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 25 juin 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil d'Obang dans l'arrondissement de Bafut

*Par arrêté n° 175-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date
du 30 juin 1998 :*

Article premier.- M. Nanoh Suh Philémon est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial d'Obang arrondissement de Bafut, département de la M'passa.

2. The current executive of the O.C. as designated by the party, shall be as follows:

Mayoa Beck François, *Chairman*
Fosso Samuel, *Vice-Chairman*
Ntoko Ngaleu Pierre Berenger, *Member*
Mondingue Mbella, *Member*

3. This decision shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 29 June 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Legalization of a foreign association

*By Order No. 167-A-MINAT
of 25 June 1998:*

1. The foreign association known as "Association pour la Rénovation du Monument Leclerc à Yaoundé", with headquarters in Yaounde. P. O. Box 4084, Mfoundi Division, is legalized with effect from the date of signature of this order.

2. The following officials shall be responsible for running this association:

- Mr. Jean Christophe Heidsieck, Ambassador of Malta
P. O. Box 4084, Yaounde, *President*
- Dr. Louvet François, P. O. Box 5818 Yaounde,
Secretary-General
- Mrs. Brikas, P. O. Box 554 Yaounde, *Treasurer*

3. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 25 June 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 175-A-MINAT of 30 June 1998:

1. Mr. Nanoh Suh Philemon is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Obang Special Civil Status Registry, Bafut Division, M'passa District.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Mezam est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 30 juin 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Ndogbong dans l'arrondissement de Douala V

Par arrêté n° 176-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date du 1er juillet 1998 :

Article premier.- M. Ebey Sandey Sadrack est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial de Ndogbong, arrondissement de Douala V, département du Wouri.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département du Wouri est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, 1er juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Nomayos-Esse dans l'arrondissement d'Esse

Par arrêté n° 177-A-MINAT-DAP en date du 3 juillet 1998 :

Article premier.- M. Koungou Kana André est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial de Nomayos-Esse, arrondissement d'Esse, département de la Mefou-et-Afamba.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer for Mezam is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, June 30, 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 176-A-MINAT of 1 July 1998:

1. Mr. Ebey Sandey Sadrack is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Ndogbong Special Civil Status Registry, Douala V Subdivision, Wouri Division.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer for Wouri is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 1 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 177-A-MINAT of 3 July 1998:

1. Mr. Koungou Kana André is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Esse Special Civil Status Registry, Nomayos-Esse Subdivision, Mefou-et-Afamba Division.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Mefou-et-Afamba est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 3 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Bandoum-Ndounde dans l'arrondissement de Fokoué

*Par arrêté n° 178-A-MINAT-DAP
en date du 3 juillet 1998 :*

Article premier.- M. Fokoua Jean est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial de Bandoum-Ndounde, arrondissement de Fokoué, département de la Menoua.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Menoua est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 3 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Nkolokede dans l'arrondissement de Ngoumou

*Par arrêté n° 179-A-MINAT-DAP
en date du 3 juillet 1998 :*

Article premier.- M. Mekongo Manga est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial de Nkolokede, arrondissement de Ngoumou, département de la Mefou-et-Akono

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Mefou-et-Afamba is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 3 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No 178-A-MINAT of 3 July 1998:

1. Mr Fokoua Jean is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Bandoum-Ndounde Special Civil Status Registry, Fokoue Subdivision, Menoua Division.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Menoua is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 3 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 179-A-MINAT of 3 July 1998:

1. Mr Mekongo Manga is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Nkolokede Special Civil Status Registry, Ngoumou Subdivision, Mefou-et-Akono Division.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Mefou-et-Akono est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 3 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

**Arrêté portant création des centres spéciaux
d'Etat civil dans l'arrondissement de Jakiri,
département de la Bui**

*Par arrêté n° 185-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date
du 13 juillet 1998 :*

Article premier.- Il est créé dans le département de Bui, les centres spéciaux d'Etat civil dont les sièges et les ressorts territoriaux sont fixés ainsi qu'il suit :

Arrondissement
Jakiri

Nom du Centre
Nkar
Wvem

Siège
Nkar
Wvem

Ressort territorial
Nkar, Ran, Wai-Nkar, Mensai, Kai Nya-An, Taron
Wvem, Faakui, Nkarkui, Tashem, Kitchoo, Kiyoo.

Art. 2.- Sont modifiés en conséquence, les ressorts territoriaux des centres d'Etat civil existants.

Art. 3.- Le préfet du département de la Bui est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 13 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Mefou-et-Akono is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 3 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Setting up of special civil status registries

By Order No. 185-A-MINAT of 13 July 1998 :

1. Special civil status registries whose head quarters and areas of jurisdiction are specified below are set up in Jakiri Subdivision, Bui Division:

Subdivision
Jakiri

Registry
Nkar,
Wvem.

Headquarters
Nkar,
Wvem.

Area of jurisdiction
Nkar, Ran, Wai-Nkar, Mensai, Kai Nya-An, Taron,
Wvem, Faakui, Nkar-Kui, Tashem, Kitchoo, Kiyoo

2. The areas of jurisdiction of existing special civil status registries shall be modified accordingly.

3. The Senior Divisional Officer of Bui is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 13 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Abar dans l'arrondissement de Fungom

Par arrêté n° 186-A-MINAT-DAP en date du 13 juillet 1998 :

Article premier.- M. Kangkolo Che Joseph est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'Etat civil au centre spécial de Abar, arrondissement de Fungom, département de la Menchum.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Menchum est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 13 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'Etat civil de Ngouong dans l'arrondissement de Nguélémendouka

Par arrêté n° 187-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date du 13 juillet 1998 :

Article premier.- M. Foumane Mekinda Eloi est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'état civil au centre spécial de Ngouong, arrondissement de Nguélémendouka, département du Haut-Nyong.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département du Haut-Nyong est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 13 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 186-A-MINAT of 13 July 1998 :

1. Mr Kangkolo Che Joseph is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Abar Special Civil Status Registry, Fungom Subdivision, Menchum Division.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Menchum is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 13 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 187-A-MINAT of 13 July 1998.

1. Mr Foumane Mekinda Eloi is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Nguélemendouka Special Civil Status Registry, Ngouong Subdivision, Haut-Nyong Division.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Haut-Nyong is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 13 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'état civil de Miambo dans l'arrondissement de Nguelemendouka

Par arrêté n° 188-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date du 13 juillet 1998 :

Article premier.- M. Kambang Jules est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'état civil au centre spécial de Miambo, arrondissement de Nguelemendouka, département du Haut-Nyong.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département du Haut-Nyong est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 13 juillet 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Arrêté n° 2-CAB-MINREST du 10 juin 1998 portant création et organisation du Programme national de recherches sur l'hévea (PNRH).

Le ministre de la Recherche scientifique et technique,

Vu la Constitution ;

Vu le décret 96-50 du 12 mars 1996 portant création et organisation de l'Institut de Recherche agricole pour le Développement ;

Vu le décret n° 9-6-228 du 1er octobre 1996 portant organisation du ministère de la Recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-207 du 07 décembre 1997 portant formation du Gouvernement ;

Vu le Programme stratégique du Gouvernement en matière de Science et de Technologie pour le Développement (1997-2004) ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article premier.- On institue un Programme national de recherches sur

Appointment of a Special Civil status registrar

By Order No. 188-A-MINAT of 13 July 1998:

1. Mr Kambang Jules is, with effect from the date of assumption of duty, appointed Registrar of the Nguelemendouka Special Civil Status Registry, Miambo Subdivision, Haut-Nyong Division.

2. He shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer of Haut-Nyong is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 13 July 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

MINISTRY OF SCIENTIFIC AND TECHNICAL RESEARCH

Order No. 2-CAB-MINREST-AOO of 10 June 1998 to set up and organize the National Rubber Research Programme (NRRP)

The Minister of Scientific and Technical Research,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 96-50 of 12 March 1996 to set up and organize the Institute of Agricultural Research for Development;

Mindful of Decree No. 96-228 of 1 October 1996 to organize the Ministry of Scientific and Technical Research;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government ;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government;

Mindful of Government's Strategic Programme on Science and Technology for Development (1997-2004);

Considering the needs of service,

Hereby orders as follows:

1. Subject

A National Rubber Research Programme,

L'hévéa, ci-après désigné "le Programme", dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le présent arrêté. Le Programme est basé au centre IRAD-EKONA, et placé sous la tutelle directe du ministre de la Recherche scientifique et technique.

Art. 2.- Organes de gestion

La gestion administrative, financière et scientifique du Programme relève des trois organes ci-après :

- un comité exécutif (CE)
- un comité scientifique (CS)
- une cellule de gestion (CG)

Art. 3.- Composition du comité exécutif

Le comité exécutif du Programme est composé comme suit :

- trois représentants des milieux professionnels du secteur hévéa ;
- un représentant du ministère chargé de l'agriculture ;
- un représentant du ministère chargé de la recherche scientifique et technique ;
- un représentant du ministère chargé de l'économie et des finances ;
- un représentant de l'Institut de recherche agricole pour le Développement (IRAD) ;
- un ou plusieurs représentants des bailleurs de fonds, cooptés par le comité exécutif et agréés par le ministre de la Recherche scientifique et technique.

Art. 4.- Mandat du comité exécutif

Les membres du comité exécutif sont, pour un mandat de deux ans renouvelable, désignés par les institutions ou organisations qu'ils représentent.

Le mandat prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès, par démission, ou encore par suite de la perte de la qualité ayant motivé la nomination au comité exécutif.

En cas de perte par un représentant de la qualité de membre du comité exécutif en cours de mandat, l'organisme représenté désigne un autre administrateur pour la durée restante du mandat.

Le mandat de membre du comité exécutif est gratuit, toutefois, à l'occasion des réunions, des indemnités de session peuvent être servies aux membres ainsi que le remboursement des dépenses justifiées occasionnées par la session. Le taux des indemnités de session est fixé par le comité exécutif dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur.

Art. 5.- Présidence du comité exécutif

Le comité exécutif est présidé par une personnalité élue en son sein par ses pairs.

hereinafter referred to as "The Programme" is set up. Its organization and functioning are laid down in this order. The Programme shall be based at the IRAD-EKONA Centre, and shall be under the direct supervision of the Minister of Scientific and Technical Research.

2. Management Organs

The administrative, financial and scientific management of the Programme shall be carried out by the following three organs :

- an Executive Committee (EC)
- a Scientific Committee (SC)
- a Management Unit (MU)

3. Composition of the Executive Committee:

The Programme's Executive Committee shall comprise the following:

- three representatives of the rubber sector;
- one representative of the Ministry in charge of Agriculture;
- one representative of the Ministry in charge of Scientific and Technical Research;
- one representative of the Ministry in charge of the Economy and Finance;
- one representative of the Institute of Agricultural Research for Development (IRAD);
- one or more representatives of donor institutions co-opted by the Executive Committee and approved by the Minister of Scientific and Technical Research.

4. Term of office of the Executive Committee

Members of the Executive Committee shall be appointed for a two-year renewable term by the institutions or organizations they represent.

The term shall end after the normal two years, in the case of death, resignation or loss of the quality that prompted appointment to the Executive Committee.

In the event of loss of membership of the Executive Committee by a representative during the term, the body shall appoint another member to complete the term.

The duties of member of the Executive Committee shall be honorary. However, during meetings, session allowances may be paid to members and expenses incurred on behalf of the session shall be reimbursed. The rate of session allowances shall be fixed by the Executive Committee within the limits authorised by the laws in force.

5. Chair of the Executive Committee

The Executive Committee shall be chaired by a personality elected within the committee by his peers.

Le président convoque les sessions et les préside. Il veille au suivi des résolutions et à leur application.

Il est révocable dans les mêmes formes que celles de son élection, en cas de faute grave ou de comportement incompatible avec les intérêts du Programme.

Art. 6.- Missions du comité exécutif

Le comité exécutif est en général responsable de l'orientation des activités du Programme, de leur suivi et de la définition des moyens nécessaires à leur réalisation. Plus particulièrement, il a pouvoir pour délibérer et statuer sur:

- les priorités et le contenu des programmes de recherche-développement;
- les projets de budget;
- les plans d'investissement relatifs au Programme;
- les plans de formation des chercheurs et des techniciens ;
- la recherche des financements ;
- les rapports administratifs et scientifiques ;
- les recrutements, affectations, avancements et sanctions des personnels du Programme.

Art. 7.- Fonctionnement du comité exécutif

Le comité exécutif se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande d'au moins trois de ses membres ou du ministre chargé de la Recherche scientifique et technique.

Le comité exécutif peut inviter à ses sessions avec le statut d'observateur toute autre personne extérieure, partenaire scientifique, financier ou professionnel du Programme.

Entre les sessions, le représentant du ministère chargé de la recherche scientifique et technique assure la coordination entre le président du comité exécutif, le chef du programme et le ministère de tutelle.

Art. 8.- Missions du comité scientifique

Le comité scientifique a pour mission d'assister et de conseiller le comité exécutif dans la définition de la stratégie de recherche, des priorités et du contenu des actions de recherche sur le Programme.

A ce titre, le comité scientifique est chargé de:

- analyser les propositions de nouveaux programmes et les programmes en cours en veillant à leur articulation avec les programmes régionaux et internationaux;
- répondre à la justification de la demande du

The Chairman shall convene and preside over meetings. He shall see to the follow-up and implementation of resolutions.

He may be dismissed following the same procedure as that of his election, in the event of a serious offence or behaviour incompatible with the interests of the Programme.

6. Duties of the Executive Committee

The Executive Committee shall, in general, direct and follow-up the Programme's activities, as well as define the means necessary for their execution. It shall, in particular, have powers to deliberate and decide on the following:

- priorities and content of research development programmes;
- draft budgets;
- investment plans relating to the Programme;
- plans for training of researchers and technicians;
- search for funding;
- administrative and scientific reports;
- recruitments, transfers, increments and penalties of Programme staff.

7. Functioning of the Executive Committee

The Executive Committee shall meet at least twice a year in ordinary session at the invitation of its Chairman. It may meet in extraordinary session at the request of at least three of its members or the minister in charge of scientific and technical research.

The Executive Committee may grant observer status to any other outside person, scientific, financial or professional partner of the Programme.

In between sessions, coordination among the Executive Committee Chairman, the chief of Programme and the supervisory ministry shall be carried out by the representative of the Ministry in charge of Scientific and Technical Research.

8. Duties of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall assist in and advise the Executive Committee on the definition of research strategy, priorities and the content of research activities of the Programme.

In that capacity, the Scientific Committee shall be responsible for:

- analysing proposals for new programmes and on going ones making sure that they fit into regional and international programmes;
- ensuring the translation of development

développement en programmes scientifiques cohérents,

- évaluer les chercheurs,
- émettre des avis sur les activités de recherches, les résultats et leur valorisation.

Art. 9.- Composition du comité scientifique

Le comité scientifique est composé de six membres, tous scientifiques qualifiés ayant reçu l'agrément du ministre chargé de la Recherche scientifique et technique, après avis du comité exécutif.

Les membres du comité scientifique se répartissent comme suit:

- trois nationaux;
- trois représentants des partenaires scientifiques extérieurs et des réseaux scientifiques internationaux.

Art. 10.- Fonctionnement du comité scientifique

Le comité scientifique est présidé par un de ses membres élu par ses pairs.

Il se réunit au moins une fois par an en session ordinaire.

Le comité scientifique peut également inviter à ses réunions toute personne dont la participation est jugée utile en raison de ses compétences.

Art. 11.- Composition et attributions de la cellule de gestion

Dans le cadre de la gestion courante et de la mise en œuvre de ses objectifs, le Programme dispose d'une cellule de gestion comprenant au minimum un chef de programme et un gestionnaire.

Le chef de Programme est un chercheur confirmé à qui est confiée la responsabilité de l'exécution du Programme national de recherche sur le caoutchouc. Il est plus particulièrement chargé de la préparation des activités scientifiques et de leur mise en œuvre conformément aux décisions du comité exécutif. Il organise les actions de formation et de promotion des agents et propose au comité exécutif les orientations de travail et les postes à pourvoir.

Le gestionnaire est un cadre expérimenté en matière de gestion administrative et financière mis à la disposition du Programme par la profession. Il assiste le chef de programme dans l'exécution du programme. Il est plus particulièrement chargé de la préparation du budget, de la gestion financière et de l'affectement des personnels.

La cellule de gestion est solidaire dans la gestion financière et administrative du Programme. Elle prépare le projet de budget et le soumet à l'approbation du comité exécutif. Elle procède à l'engagement et à la liquidation des dépenses

needs into coherent scientific programmes;

- assessing researchers;
- giving its opinion on research activities, findings and the use thereof.

9. Composition of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall comprise six members, all qualified scientists approved by the Minister in charge of Scientific and Technical Research, subject to the recommendation of the Executive Committee.

The Scientific Committee members shall be broken down as follows:

- three nationals,
- three representatives of foreign scientific partners and international scientific networks.

10. Functioning of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall be chaired by one of its members elected by his peers.

It shall meet in ordinary session at least once a year.

The Scientific Committee may invite to its meetings any other person whose participation is deemed useful by virtue of his competence.

11. Composition and duties of the Management Unit

Within the context of the day-to-day management and the implementation of its objectives, the Programme shall have a Management Unit comprising a Programme Head and a Manager.

The Programme Head shall be a seasoned researcher responsible for executing the National Rubber Research Programme. He shall, in particular, be in charge of preparing scientific activities and implementing them in accordance with the decisions for the Executive Committee. He shall organize training activities and staff assessment and propose work guidelines and positions to be filled to the Executive Committee.

The Manager shall be a senior official with experience in administrative and financial management placed at the disposal of the Programme by the profession. He shall assist the Programme Head in executing the Programme. He shall be particularly responsible for preparing the budget, financial management and personnel management.

The Management Unit shall be jointly responsible for the financial and administrative management of the Programme. It shall draw up the draft budget and submit it for approval to the Executive Committee. It shall authorize and settle expenditure. It shall prepare an annual progress

Elle prépare un rapport annuel d'activités et le soumet à l'approbation du comité exécutif.

La cellule de gestion assure la préparation et le secrétariat des réunions du comité exécutif et du comité scientifique, sous l'autorité du représentant du ministre chargé de la recherche scientifique et technique au comité exécutif.

La cellule de gestion est mise en place par une décision unique du ministre chargé de la recherche scientifique et technique, sur proposition du comité exécutif.

Art. 12.- Statut du personnel

Les personnels travaillant dans le Programme peuvent être de quatre catégories :

- les personnels de l'Etat;
- les personnels des organismes partenaires,
- les personnels du Programme,
- les personnels temporaires.

D'une manière générale, les personnels permanents relèvent de leur statut d'origine. Toutefois, durant leur affectation ils sont gérés par le Programme et, à ce titre, sont soumis à son règlement intérieur.

Art. 13.- Gestion financière du Programme

Les moyens financiers du Programme sont constitués des recettes propres, des subventions et des contributions des organismes partenaires, ainsi que des dons et legs éventuels.

Les modalités de gestion financière seront définies dans un manuel de procédures par le comité exécutif.

La cellule de gestion soumet les comptes de l'exercice à l'approbation du comité exécutif qui les arrête puis en rend compte au ministre chargé de la Recherche scientifique et technique.

Art. 14.- Vocation interafricaine et internationale du Programme

Le Programme a une vocation interafricaine et internationale dans l'esprit du programme stratégique du Gouvernement en matière de science et de technologie pour le développement (1997 - 2004). Le volet interafricain et international du Programme sera mis en œuvre sur la base de conventions de coopération particulières avec des partenaires étrangers ou internationaux.

Art. 15.- Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la

report and submit it to the Executive Committee for approval.

The Management Unit shall prepare Executive Committee and Scientific Committee meetings and provide secretarial services, under the authority of the representative of the minister in charge of Scientific and Technical Research in the Executive Committee.

The Management Unit shall be set up solely by decision of the Minister in charge of Scientific and Technical Research, on the proposal of the Executive Committee.

12. Staff Rules and Regulations

Staff working in the Programme shall fall under one of the following categories:

- State employees ;
- staff of partner bodies;
- Programme staff;
- casual staff.

Generally, permanent staff shall be governed by the rules and regulations of their corps of origin. However, during their transfer period, they shall be managed by the Programme and, as such, shall be governed by the internal rules and regulations thereof.

13. Financial Management of Programme

Programme funds shall be derived from its own revenue, subsidies and contributions from partner bodies, as well as gifts and legacies, if any.

Financial management modalities shall be defined by the Executive Committee in a procedures manual.

The Management Unit shall submit the accounts of the financial year to the Executive Committee for approval. The latter shall decide and then report to the Minister in charge of Scientific and Technical Research.

14. Inter-African and international vocation of the Programme

The Programme shall have an inter-African and international vocation in keeping with Government's Strategic Programme on Science and Technology for Development (1997-2004). The Programme's inter-African and international aspect shall be implemented on the basis of special cooperation conventions with foreign and international partners.

15. This order repeals all previous provisions repugnant thereto, in particular those of Decision No.

décision n° 95-49-CAB-MINREST du 19 octobre 1995 portant organisation des instances de gestion du Programme hévéa de l'Institut de la Recherche agronomique (IRA)

Art. 16.- Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié au Journal officiel en français et en anglais, puis communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 10 juin 1998.

Le ministre de la Recherche scientifique et technique,
Pr. Henri Hogbe Niend.

**Arrêté n° 4-CAB-MINREST du 23 juin 1998
portant création et organisation du programme
national de recherches sur la diversité
biologique**

Le ministre de la Recherche scientifique et technique,

Vu la Constitution ;

Vu le décret 96-50 du 12 mars 1996 portant création et organisation de l'Institut de Recherche agricole pour le Développement ;

Vu le décret n° 9-6-228 du 1er octobre 1996 portant organisation du ministère de la Recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-207 du 07 décembre 1997 portant formation du Gouvernement ;

Vu le Programme stratégique du Gouvernement en matière de Science et de Technologie pour le Développement (1997-2004) ;

Vu la Convention internationale sur la diversité biologique entrée en vigueur le 29 décembre 1993 ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article premier. - Objet

Il est créé un " programme national de recherches sur la diversité biologique ci-après désigné "le Programme", dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par le présent arrêté. Le Programme est basé au site IRAD de EKONA et placé sous la tutelle directe du ministre de la Recherche scientifique et technique.

Art. 2.- Organes de gestion

La gestion administrative, financière et scientifique du Programme relève des trois organes ci-après :

- un comité exécutif (CE)
- un comité scientifique (CS)
- une cellule de gestion (CG)

95-49-CAB-MINREST of 19 October 1995 to organize management organs of the Rubber Programme of the Institute of Agronomic Research (IRA).

16. This order, which shall enter into force with effect from its date of signature, shall be registered, published in the Official Gazette in English and French, and notified wherever necessary.

Yaounde, 10 June 1998.

Pr. Henri Hogbe Niend,
Minister of Scientific and Technical Research.

**Order No. 4-CAB-MINREST of the 23 June 1998
to set up and organize the National Biodiversity
Research Programme**

The Minister of Scientific and Technical Research,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 96-50 of 12 March 1996 to set up and organize the Institute of Agricultural Research for Development;

Mindful of Decree No. 96-228 of 1 October 1996 to organize the Ministry of Scientific and Technical Research;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government ;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government;

Mindful of Government's Strategic Programme on Science and Technology for Development (1997-2004);

Mindful of the international Convention on biodiversity which entered into force on 29 December 1993 ;

Considering the needs of service,

Hereby orders as follows:

1. A National Biodiversity Research Programme, hereinafter referred to as "the Programme" is hereby set up. Its organization and functioning shall be laid down in this order. The Programme shall be based at the IRAD-EKONA Centre and placed under the supervisory authority of the Minister of Scientific and Technical Research.

2. Management organs

The administrative, financial and scientific management of the Programme shall be carried out by the following three organs :

- an Executive Committee (EC)
- a Scientific Committee (SC)
- a Management Unit (MU)

Art. 3.- Composition du comité exécutif

Le comité exécutif du Programme est composé comme suit:

- trois représentants des milieux professionnels concernés ;
- trois représentants des principales ONG concernées ;
- un représentant du ministère chargé de l'Environnement ;
- un représentant du ministère chargé de l'Agriculture ;
- un représentant du ministère chargé de la Recherche scientifique et technique ;
- un représentant du ministère chargé de l' Economie et des Finances ;
- un représentant de l'Institut de Recherche agricole pour le Développement (IRAD) ;
- un ou plusieurs représentants des bailleurs de fonds, cooptés par le comité exécutif et agréés par le ministre de la Recherche scientifique et technique.

Art. 4.- Mandat du comité exécutif

Les membres du comité exécutif sont, pour un mandat de deux ans renouvelable, désignés par les institutions ou organisations qu'ils représentent.

Le mandat prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès, par démission, ou encore par suite de la perte de la qualité ayant motivé la nomination au comité exécutif.

En cas de perte par un représentant de la qualité de membre du comité exécutif en cours de mandat, l'organisme représenté désigne un autre administrateur pour la durée restante du mandat.

Le mandat de membre du comité exécutif est gratuit, toutefois, à l'occasion des réunions, des indemnités de session peuvent être servies aux membres ainsi que le remboursement des dépenses justifiées occasionnées par la session. Le taux des indemnités de session est fixé par le comité exécutif dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur.

Art. 5.- Présidence du comité exécutif

Le comité exécutif est présidé par une personnalité élue en son sein par ses pairs.

Le président convoque les sessions et les préside. Il veille au suivi des résolutions et à leur application.

Il est révoqué dans les mêmes formes que celles de son élection, en cas de faute grave ou de comportement incompatible avec les intérêts du Programme.

3. Composition of the Executive Committee

The Executive Committee of the Programme shall comprise :

- three representatives of the biodiversity profession;
- three representatives of the main NGOs concerned;
- one representative of the Ministry in charge of the Environment;
- one representative of the Ministry in charge of Agriculture;
- one representative of the Ministry in charge of Scientific and Technical Research;
- one representative of the Ministry in charge of the Economy and Finance;
- one representative of the Institute of Agricultural Research for Development (IRAD);
- one or several representatives of donors, co-opted by the Executive Committee and approved by the Minister of Scientific and Technical Research.

4. Term of office of the Executive Committee

Members of the Executive Committee shall be appointed for a two-year renewable term of office by the institutions or organizations they represent.

Their term of office shall expire after the normal two-year period or in the event of death, resignation or loss of the quality that led to their appointment to the Executive Committee.

Where a person loses membership of the Executive Committee before the expiry of their term of office, the organization they represent shall appoint another member to complete the said term.

The duties of members of the Executive Committee shall be honorary. However, during meetings, sitting allowances may be paid to members and justified expenses they incurred in the course of the session reimbursed. The amount of sitting allowances shall be fixed by the Executive Committee within the limits authorized by the regulations in force.

5. Chair of the Executive Committee

The Executive Committee shall be chaired by a person elected among Committee members.

The chairperson shall convene and preside over meetings. He shall monitor the implementation of resolutions.

The procedure for his dismissal shall be the same as for his election in the event of a serious offence or behaviour incompatible with the interest of the Programme.

Art. 6.- Missions du comité exécutif

Le comité exécutif est en général responsable de l'orientation des activités du Programme, de leur suivi et de la définition des moyens nécessaires à leur réalisation. Plus particulièrement, il a pouvoir pour délibérer et statuer sur:

- les priorités et le contenu des programmes de recherche-développement;
- les projets de budget;
- les plans d'investissement relatifs au Programme;
- les plans de formation des chercheurs et des techniciens ;
- la recherche des financements ;
- les rapports administratifs et scientifiques ;
- les recrutements, affectations, avancements et sanctions des personnels du Programme.

Art. 7.- Fonctionnement du comité exécutif

Le comité exécutif se réunit au moins deux fois par an en session ordinaire sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande d'au moins trois de ses membres ou du ministre chargé de la Recherche scientifique et technique.

Le comité exécutif peut inviter à ses sessions avec le statut d'observateur toute autre personne extérieure, partenaire scientifique, financier ou professionnel du Programme.

Entre les sessions, le représentant du ministère chargé de la Recherche scientifique et technique assure la coordination entre le président du comité exécutif, le chef du Programme et le ministère de tutelle.

Art. 8.- Missions du comité scientifique

Le comité scientifique a pour mission d'assister et de conseiller le comité exécutif dans la définition de la stratégie de recherche, des priorités et du contenu des actions de recherche sur le Programme.

A ce titre, le comité scientifique est chargé de:

- analyser les propositions de nouveaux programmes et les programmes en cours en veillant à leur articulation avec les programmes régionaux et internationaux ;
- veiller à la traduction de la demande du développement en programmes scientifiques cohérents;
- évaluer les chercheurs ;
- émettre des avis sur les activités de recherches, les résultats et leur valorisation.

Art. 9.- Composition du comité scientifique

Le comité scientifique est composé de six membres, tous scientifiques qualifiés ayant reçu

6. Duties of the Executive Committee

The Executive Committee shall, in general, be responsible for providing guidelines for and following up the Programme's activities, as well as determining the means necessary for their execution. It shall, in particular, be empowered to examine and decide on the following:

- priorities and content of research and development programmes;
- draft budgets;
- investment plans of the Programme;
- plans for training researchers and technicians;
- sources of financing;
- administrative and scientific reports;
- recruitment, transfer and promotion of staff and sanctions inflicted on same.

7. Functioning of the Executive Committee

The Executive Committee shall meet at least twice a year in ordinary session when convened by its chairman. It may meet in extraordinary session at the request of at least three of its members or the Minister in charge of Scientific and Technical Research.

The Executive Committee may invite to its meetings any other person from outside who may be a scientific, financial or professional partner of the Programme. Such persons shall act as observers.

In between sessions, the activities of the Executive Committee chairperson, the Programme head, and of the supervisory Ministry shall be co-ordinated by the representative of the Ministry in charge of Scientific and Technical Research.

8. Duties of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall assist and advise the Executive Committee in defining the research strategy, priorities and the content of research work concerning the Programme

To this end, the Scientific Committee shall be responsible for:

- analysing proposals for new and on-going programmes by seeing to it that such programmes tie in with regional and international programmes;
- translating development needs into coherent scientific programmes ;
- assessing researchers;
- making recommendations on research work, research findings and the use thereof.

9. Composition of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall comprise six members, all of whom are qualified scientists

l'agrément du ministre chargé de la Recherche scientifique et technique, après avis du comité exécutif.

Les membres du comité scientifique se répartissent comme suit:

- trois nationaux ;
- trois représentants des partenaires scientifiques extérieurs et des réseaux scientifiques internationaux.

Art. 10.- *Fonctionnement du comité scientifique*

Le comité scientifique est présidé par un de ses membres élu par ses pairs.

Il se réunit au moins une fois par an en session ordinaire.

Le comité scientifique peut également inviter à ses réunions toute personne dont la participation est jugée utile en raison de ses compétences.

Art. 11.- *Composition et attributions de la cellule de gestion*

Dans le cadre de la gestion courante et de la mise en œuvre de ses objectifs, le Programme dispose d'une cellule de gestion comprenant au minimum un chef de programme et un gestionnaire.

Le chef de programme est un chercheur confirmé à qui est confiée la responsabilité de l'exécution du Programme. Il est plus particulièrement chargé de la préparation des activités scientifiques et de leur mise en œuvre conformément aux décisions du comité exécutif. Il organise les actions de formation et d'évaluation des agents et propose au comité exécutif les orientations de travail et les postes à pourvoir.

Le gestionnaire est un cadre expérimenté en matière de gestion administrative et financière mis à la disposition du programme par la profession. Il assiste le chef de programme dans l'exécution du Programme. Il est plus particulièrement chargé de la préparation du budget, de la gestion financière et de l'encadrement des personnels.

La cellule de gestion est solidaire dans la gestion financière et administrative du Programme. Elle élabore le projet de budget et le soumet à l'approbation du comité exécutif. Elle procède à l'ordonnancement et à la liquidation des dépenses. Elle prépare un rapport annuel d'activités et le soumet à l'approbation du comité exécutif.

La cellule de gestion assure la préparation et le secrétariat des réunions du comité exécutif et du comité scientifique, sous l'autorité du représentant du ministre chargé de la recherche scientifique et technique au comité exécutif.

approved by the Minister in charge of Scientific and Technical Research, on the recommendation of the Executive Committee.

The composition of the Committee shall be as follows:

- three nationals;
- three representatives of foreign scientific partners; and international scientific networks.

10. Functioning of the Scientific Committee

The Scientific Committee shall be chaired by a person elected among its members.

It shall meet in ordinary session at least once a year.

The Scientific Committee may also invite to its meetings any person whose presence is deemed useful by virtue of his competence.

11. Composition and duties of the Management Unit

To ensure its day-to-day management and achieve its objectives, the Programme shall have a Management Unit comprising at most a Programme Head and a Manager.

The Programme Head shall be a seasoned researcher who is responsible for executing the National Biodiversity Research Programme. He shall, in particular, be responsible for preparing and carrying out scientific research work in accordance with the decisions of the Executive Committee. He shall organize the training and assessment of staff and propose to the Executive Committee work guidelines and positions to be filled.

The Manager shall be a senior official with experience in administrative and financial management, placed at the disposal of the Programme by the profession. He shall assist the Programme Head in executing the Programme. He shall especially be responsible for preparing the budget, financial management and personnel guidance.

The Management Unit shall be jointly and severally responsible for the financial and administrative management of the Programme. It shall draw up the draft budget and submit it for the approval of the Executive Committee. It shall authorize and make expenditure. It shall prepare an annual progress report and submit it to the Executive Committee for approval.

The Management Unit shall ensure the preparation of and perform secretarial duties during Executive Committee and Scientific Committee meetings, under the authority of the representative of the Minister in charge of Scientific and Technical Research in the Executive Committee.

La cellule de gestion est mise en place par une décision unique du ministre chargé de la recherche scientifique et technique, sur proposition du comité exécutif.

Art. 12.- Statut du personnel

Les personnels travaillant dans le Programme peuvent être de quatre catégories:

- les personnels de l'Etat ;
- les personnels des organismes partenaires ;
- les personnels du Programme ;
- les personnels temporaires.

D'une manière générale, les personnels permanents relèvent de leur statut d'origine.

Toutefois, durant leur affectation ils sont gérés par le Programme et, à ce titre, sont soumis à son règlement intérieur.

Art. 13.- Gestion financière du Programme.

Les moyens financiers du Programme sont constitués des recettes propres, des subventions et des contributions des organismes partenaires, ainsi que des dons et legs éventuels.

Les modalités de gestion financière seront définies dans un manuel de procédures par le comité exécutif.

La cellule de gestion soumet les comptes de l'exercice à l'approbation du comité exécutif qui les arrête puis en rend compte au ministre chargé de la recherche scientifique et technique.

Art. 14.- Vocation interafricaine et internationale du Programme.

Le Programme a une vocation interafricaine et internationale dans l'esprit du Programme stratégique du Gouvernement en matière de science et de technologie pour le développement (1997- 2004). Le volet interafricain et international du Programme sera mis en oeuvre sur la base de conventions de coopération particulières avec des partenaires étrangers ou internationaux.

Art. 15.- Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature. Il sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais, puis communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 10 juin 1998.

Le ministre de la Recherche scientifique et technique,
Pr. Henri Hogbe Nlend.

The Management Unit shall be set up solely by decision of the Minister in charge of Scientific and Technical Research, on the proposal of the Executive Committee.

12. Personnel Status

The staff of the Programme may fall under one of the following categories:

- State employees;
- staff of partners;
- Programme staff;
- casual staff.

In general, permanent staff shall be governed by the rules and regulations of their original employer. However, during their transfer period, they shall be managed by the Programme and shall thus be governed by the internal rules and regulations thereof.

13. Financial Management of the Programme

The Programme's funds shall comprise its own revenue, subsidies, contributions from partners and gifts and legacies.

The conditions of financial management shall be defined by the Executive Committee in a procedures manual.

The Management Unit shall submit the accounts of the financial year to the Executive Committee for approval. The Executive Committee shall, in turn, close such accounts and report thereon to the Minister in charge of Scientific and Technical Research.

14. Programme's Inter-African and International Dimension

The Programme shall have an inter-African and international dimension in line with Government's Strategic Programme on Science and Technology for Development (1997-2004). The Programme's inter-African and international dimension shall be implemented on the basis of special cooperation agreements concluded with foreign or international partners.

15. This order which repeals all previous provisions repugnant hereto and takes effect from its date of signature, shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French, and notified wherever necessary.

Yaounde, 23 June 1998.

Prof. Henri Hogbe Nlend,
Minister of Scientific and Technical Research.

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

**Arrêté accordant délégation de signature à M.
Nana Ismaila, secrétaire général du ministère de
la Fonction publique et de la Réforme
administrative**

*Par arrêté n° 4833-MFPRA-CAB en date du 1er juin
1998 :*

Article premier. - M. Nana Ismaila, secrétaire général du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative reçoit, pour compter de la date de signature du présent arrêté, délégation de signature à l'effet de signer au nom du ministre :

1°) les correspondances (lettres, bordereaux, notes, télégrammes, communiqués, télex, circulaires, décisions etc) n'engageant pas la politique du gouvernement, ou rédigées en exécution des instructions données par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ;

2°) les notes de service, circulaires ou instructions relatives au fonctionnement interne et à la coordination de l'activité de différents services du département ministériel ;

- les ordres de mission valables sur le territoire national concernant le personnel du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative à l'exception de ceux le concernant ;

- les autorisations d'absence accordées pour une durée ne dépassant pas cinq (5) jours, à l'exclusion de celles accordées au personnel du cabinet, à l'inspecteur général et aux inspecteurs, aux conseillers techniques, aux directeurs et à celles le concernant personnellement ;

- la notation définitive et la ventilation des bulletins de notes des personnels des services centraux et extérieurs jusqu'au niveau des sous directeurs et assimilés ;

- les actes infligeant les sanctions du 1er groupe et des mises à pied de 1 à 8 jours selon les cas.

3°) Les ampliements des décisions et arrêtés du ministre.

4°) Les actes de gestion des personnels de l'Etat relatifs aux :

- avancements d'échelons ;
- reclassements ;
- pensions.

5°) Les pièces et documents relatifs à la gestion du matériel, à la préparation et à l'exécution du budget du département dans les limites accordées par le ministre.

Art. 2.- Selon l'importance ou l'importance des questions

MINISTRY OF PUBLIC SERVICE

Delegation of signature

*By Order No 4833-MFPRA
of 1 June 1998*

1. Mr. Nana Ismaila, Secretary-General of the Ministry of Public Service and Administrative Reform, is, with effect from the date of signature of this order, granted delegation of signature to sign on behalf of the Minister:

(1) Correspondence (letters, mail enclosure slips, memos, telegrams, press releases, telexes, circulars, decisions, etc.) which does not commit government policy or drafted in execution of instructions given by the Minister of Public Service and Administrative Reform;

(2) Memos, circulars or instructions concerning the internal functioning and coordination of the activities of the various services of the Ministry;

• mission orders valid throughout the national territory for the personnel of the Ministry of Public Service and Administrative Reform except those concerning himself;

• leave of absence not exceeding 5 (five) days except the one granted to the personnel of the Cabinet, the Inspector-General, Inspectors, Technical Advisers, Directors and himself;

• documents awarding final marks to and forwarding the confidential reports of the personnel of central and external services up to the rank of subdirector and persons ranking as such;

• category 1 disciplinary decisions and suspensions of 1 to 8 days, as the case may be.

(3) Copies of decisions and orders signed by the Minister;

(4) State personnel management instruments concerning:

- Advancements;
- Reclassifications;
- Pensions.

(5) Documents relating to the management of equipment and to the preparation and execution of the Ministry's budget within the limits set by the Minister.

2. Mr. Nana Ismaila shall, within the framework of

traitées, M. Nana Ismaila discrimina lui-même les affaires qu'il jugera opportun de soumettre à la signature du chef du département ministériel.

D'une manière générale, il rendra régulièrement compte au ministre des principales correspondances ou pièces signées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 3.- M. Nana Ismaila fera précéder sa signature de la mention suivante :

Pour le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et par délégation, le secrétaire général.

Art. 4.- Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures, sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 1er juin 1998.

Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,
Sali Dairou.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté portant autorisation de création des centres de santé privés confessionnels à Mokolo IV, à Mbitom, arrondissement de Bertoua, à Nandongue, arrondissement de Bétaré-Oya, département du Lom-et-Djerem, province de l'Est

Par arrêté n° 97-A-MSP-SG en date du 19 mai 1998 :

Article premier.- L'archevêque de Bertoua, B.P. 40 Bertoua, est autorisé à créer pour le compte de son archidiocèse trois (3) centres de santé privés confessionnels à Mokolo IV (arrondissement de Bertoua), à Mbitom (arrondissement de Bertoua), à Nandongue (arrondissement de Bétaré-Oya), département du Lom-et-Djerem, province de l'Est.

Art. 2 - L'ouverture au public de ces formations sanitaires ne sera autorisée que si les responsables de l'archidiocèse se conforment aux dispositions de l'article 6 du décret n° 92-252-PM du 6 juillet 1992, portant les conditions et les modalités de création et d'ouverture de certaines formations sanitaires privées.

Art. 3 - 1 Les centres de santé ainsi créés fonctionneront sous la responsabilité technique de praticiens de qualification requise par les textes en vigueur.

2 Les différents praticiens devront se conformer à la réglementation en vigueur.

this delegation of signature himself decide which matters he should submit to the Minister for signature.

Generally, he shall, on a regular basis, report to the Minister on the main correspondence or documents signed within the framework of this delegation of signature.

3. Mr. Nana Ismaila's signature shall be preceded by the following:

"For the Minister of Public Service and Administrative Reform and by Delegation" and followed by: "Secretary-General"

4. This order which repeals all previous provisions repugnant hereto shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 1 June 1998.

Sali Dairou,
Minister of the Public Service and Administrative Reform.

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

Setting up of private denominational health centres at Mokolo IV, Mbitom, Bertoua Subdivision, Nandongue, Betare-Oya Subdivision, Lom-et-Djerem Division, East Province

By order n° 97-A-MSP-SG-DMH-SDHPPSP-SFSP-BFSPC of the 19 May 1998 :

1. The Archbishop of Bertoua, P.O. Box 40, Bertoua is authorized to set up, on account of his Archdiocese, three private denominational health centres at Mokolo IV (Bertoua Subdivision), Mbitom (Bertoua Subdivision), Nandongue (Betare-Oya Subdivision), Lom et Djerem Division, East Province.

2. The opening to the public of these health units shall be authorized only after the authorities of the Archdiocese shall have complied with Article 6 of Decree No. 92-252-PM of 6 July 1992 to lay down conditions for the setting up and opening of certain private health units.

3.(1) The health centres thus set up shall operate under the technical responsibility of qualified practitioners as required by the instruments in force.

(2) The various practitioners shall comply with the regulations in force.

Art. 4.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 19 mai 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

Arrêté portant autorisation de création d'un centre de santé Ad Lucem à Begni, arrondissement de Bokito, département du Mbam-et-Inoubou, province du Centre

Par arrêté n° 98-A-MSP-SG en date du 22 mai 1998 :

Article premier.- La Fondation Ad Lucem au Cameroun (FALC), est autorisée à créer pour son compte, un centre de santé privé intégré à Begni, arrondissement de Bokito, département du Mbam-et-Inoubou, province du Centre.

Art. 2.- L'ouverture au public de cette formation sanitaire ne sera autorisée que si l'intéressée se conforme aux dispositions de l'article 6 du décret n° 92-252-PM du 6 juillet 1992, fixant les conditions et les modalités de création et d'ouverture de certaines formations sanitaires privées.

Art. 3.- (1) Le centre de santé ainsi créé fonctionnera sous la responsabilité technique d'un praticien de qualification requise par les textes en vigueur.

(2) Les différents praticiens devront se conformer à la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 22 mai 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

Arrêté n° 100-A-MSP-SG du 5 juin 1998 portant création du district santé de Nkondjock, département du Nkam, province du Littoral

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 95-40 du 7 mars 1995 portant organisation du ministère de la Santé publique ;

Vu le décret n° 97-206 du 6 décembre 1997, portant nomination d'un Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-207 du 7 décembre 1997 portant nomination des membres du gouvernement ;

Considérant les nécessités de service,

4. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 19 May 1998.

Prof. Gottlieb Lobe Monekosso,
Minister of Public Health.

Setting up of an Ad Lucem health centre at Begni, Bokito Subdivision, Mbam-et-Inoubou Division, Centre Province

By order n° 98-A-MSP-SG-DMH-SDHPPFSP-SFSP-BFSPC of the 22 May 1998 :

1. Fondation Ad Lucem au Cameroun (FALC) is authorized to set up on its own account, a private integrated health centre at Begni, Bokito Subdivision, Mbam-et-Inoubou Division, Centre Province.

2. The opening to the public of this health unit shall be authorized only after Fondation Ad Lucem au Cameroun shall have complied with the provisions of Article 6 of Decree No. 92-252-PM of 6 July 1992 to lay down conditions for the setting up and opening of certain private health units.

3. (1) The health centre thus set up shall operate under the technical responsibility of a qualified practitioner as required by the instruments in force.

(2) The various practitioners shall comply with the regulations in force.

4. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 22 May 1998.

Prof. Monekosso Gottlieb Lobe,
Minister of Public Health.

Order No. 100-A-MSP of 5 June 1998 to set up a District Health Centre in Nkondjock, Nkam Division, Littoral Province

The Minister of Public Health,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 95-40 of 7 March 1995 to organize the Ministry of Public Health;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to appoint members of the Government;

Mindful of Decree No. 97-206 of 6 December 1997 to appoint the Prime Minister, Head of Government;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to appoint members of the Government;

Considering the service needs,

Arrête :

Article premier.- Il est créé pour compter de la date de signature du présent arrêté, le district santé de Nkondjock, département du Nkam, province du Littoral.

Art. 2.- Le présent arrêté sera enregistré, publié en français et en anglais au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 5 juin 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

Arrêté portant autorisation de création d'un centre de santé privé confessionnel à Cap-Cameroun, arrondissement de Douala IV, département du Wouri, province du Littoral

Par arrêté n° 107-A-MSP-SG en date du 16 juin 1998 :

Article premier.- L'Union des Eglises baptistes du Cameroun (U.E.B.C) B.P. 4563 Douala, est autorisée à créer pour son compte un centre de santé privé confessionnel à Cap-Cameroun, arrondissement de Douala IV, département du Wouri, province du Littoral.

Art. 2.- L'ouverture au public de cette formation sanitaire ne sera autorisée que si les responsables de U.E.B.C. se conforment aux dispositions de l'article 6 du décret n° 92-252-PM du 6 juillet 1992, fixant les conditions et les modalités de création et d'ouverture de certaines formations sanitaires privées.

Art. 3.- (1) Le centre de santé ainsi créé fonctionnera sous la responsabilité technique de praticien de qualification requise par les textes en vigueur.

(2) Les différents praticiens devront se conformer à la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 16 juin 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

Arrêté portant autorisation de création d'un centre de santé privé confessionnel à Doumé, arrondissement de Doumé, département du Haut-Nyong, province de l'Est

Par arrêté n° 108-A-MSP-SG en date du 16 juin 1998 :

Article premier.- L'Eglise presbytérienne camerounaise (E.P.C.), B.P. 7828 Yaoundé, est autorisée à créer pour son compte un centre de santé privé confessionnel à Doumé, arrondissement de Doumé, département du Haut-Nyong, province de l'Est.

Hereby orders as follows:

1. A district health centre is, with effect from the date of signature of this order, set up in Nkondjock, Nkam Division, Littoral Province.

2. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 5 June 1998.

Prof. Gottlieb Lobe Monekosso,
Minister of Public Health.

Setting up of a private denominational health centre in Cap Cameroun, Douala Subdivision, Wouri Division IV, Littoral Province

By order n° 107-A-MSP-SG-DMH-SDHPPFSP-SFSP-BFSPC of 16 June 1998 :

1. "Union des Eglises Baptistes du Cameroun" (U.E.B.C.), P.O. Box 563, Douala, is authorized to set up, on its own account, a private denominational health centre at Cap Cameroun, Douala IV Subdivision, Wouri Division, Littoral Province.

2. The health unit shall not be opened to the public until U.E.B.C. officials comply with the provisions of Article 6 of Decree No. 92-252-PM of 6 July 1992 to lay down conditions for the setting up and opening of certain private health units.

3.(1) The health centre thus set up shall operate under the technical responsibility of a qualified practitioner as required by the instruments in force.

(2) The various practitioners shall comply with the regulations in force.

4. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 16 June 1998.

Pr. Gottlieb Lobe Monekosso,
Minister of Public Health.

Setting up of a private denominational health centre in Doume, Doume Subdivision, Haut-Nyong Division, East Province

By order n° 108-A-MSP of 16 June 1998 :

1. The Eglise Presbytérienne Camerounaise (E.P.C.), P.O. Box 7828, Yaounde, is authorized to set up on its own account, a private denominational health centre at Doume, Doume Subdivision, Haut-Nyong Division, East Province.

Art. 2. - L'ouverture au public de cette formation sanitaire ne sera autorisée que si les responsables de l'E.P.C. se conforment aux dispositions de l'article 6 du décret n° 92-252-PM du 6 juillet 1992, fixant les conditions et les modalités de création et d'ouverture de certaines formations sanitaires privées.

Art. 3. - (1) Le centre de santé ainsi créé fonctionnera sous la responsabilité technique de praticien de qualification requise par les textes en vigueur.

(2) Les différents praticiens devront se conformer à la réglementation en vigueur.

Art. 4. - Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 16 juin 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

Arrêté portant autorisation de création d'un cabinet de soins à Nguibassal, arrondissement de Bot-Makak, département du Nyong-et-Kellé, province du Centre

Par arrêté n° 109-A-MSP-SG en date du 16 juin 1998 :

Article premier. - M. Koumndé Denis, promoteur B.P. 15 Nguibassal (Bot-Makak), est autorisé à créer pour son compte, un cabinet de soins dénommé "Cabinet Saint Denis" à Nguibassal, arrondissement de Bot-Makak, département du Nyong-et-Kellé, province du Centre.

Art. 2. - L'ouverture au public de cette formation sanitaire ne sera autorisée que si l'intéressé se conforme aux dispositions de l'article 6 du décret n° 92-252-PM du 6 juillet 1992, fixant les conditions et les modalités de création et d'ouverture de certaines formations sanitaires privées.

Art. 3. - (1) Le cabinet de soins ainsi créé fonctionnera sous la responsabilité technique d'un praticien de qualification requise par les textes en vigueur.

(2) Les différents praticiens devront se conformer à la réglementation en vigueur.

Art. 4. - Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 16 juin 1998.

Le ministre de la Santé publique,
Pr. Monekosso Gottlieb Lobé.

2. The health centre may not be opened until the authorities of the E.P.C. comply with the provisions of Article 6 of Decree No. 92-252-PM of 6-7-92 to lay down conditions for the setting up and opening of certain private health units.

3. (1) The health centre thus set up shall operate under the technical responsibility of a qualified practitioner as required by the instruments in force.

(2) The various practitioners shall comply with the regulations in force.

4. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 16 June 1998.

Prof. Gottlieb Lobe Monekosso,
Minister of Public Health.

Setting up of a nursing home at Nguibassal, Bot-Makak Subdivision, Nyong et Kelle Division, Centre Province

By order N° 109-A-MSP-SG-DMH-SDHPPFSP-SFSP-BFSPC of 16 JUNE 1998 :

1. Mr. Koumnde Denis, Applicant, P.O. Box 15, Nguibassal (Bot-Makak), is authorized to set up, on his own account, a nursing home called "Cabinet Saint Denis" at Nguibassal, Bot-Makak Subdivision, Nyong et Kelle Division, Centre Province.

2. The opening and operation of this health unit shall be authorized only after Mr. Koumnde Denis shall have complied with the provisions of Article 6 of Decree No. 92-252-PM of 6 July 1992 to lay down conditions for the setting up and opening of certain private health units.

3. (1) The health centre thus set up shall operate under the technical responsibility of a qualified practitioner as required by the instruments in force.

(2) The various practitioners shall comply with the regulations in force.

4. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 16 June 1998.

Prof. Monekosso Gottlieb Lobe,
Minister of Public Health.

YAOUNDE - Imprimerie du Palais de l'Unité
Achévé d'imprimer le 13 août 1998

Unity Palace Printing Press - YAOUNDE
Published on 13 August 1998